

Marek Kornat

La Pologne restaurée (1918-1939).

Facteur d'équilibre international ou source d'inquiétude en Europe ?

Aux yeux des Polonais, la Pologne restaurée après la Première Guerre mondiale est devenue un facteur essentiel de la stabilisation, de l'équilibre des forces et de la paix en Europe. Ce point de vue résultait d'une tradition séculaire de la pensée politique polonaise d'après 1795 dont un des principes immuables disait que la Pologne était nécessaire à l'Europe en tant que facteur d'équilibre et de rétablissement durable. Mais les hommes politiques des puissances occidentales et l'opinion publique occidentale voyaient cela autrement¹. Ils se demandaient souvent ce que la Pologne restaurée offrait à l'Europe. Était-elle facteur de stabilisation ou plutôt source de conflits et de complications dans les relations internationales ? Les réflexions des historiens sur ces questions devraient servir à mieux comprendre le rôle de la Pologne en Europe et les difficultés de la politique étrangère polonaise d'aujourd'hui. Tout cela bien évidemment non pour chercher des analogies douteuses mais avec l'espoir que l'histoire aidera à comprendre le présent, même si elle ne se répète jamais.

L'État polonais a été rayé de la carte de l'Europe à la fin du XVIII^e siècle et pendant une longue période l'histoire de l'Europe s'est faite sans la Pologne, ce qui a provoqué sans doute un vide en Europe centrale et orientale, comblé ensuite par les trois puissances copartageantes : la Russie, la Prusse (puis l'Allemagne) et l'Autriche. La Sainte Alliance, puis l'Entente des Trois Empereurs conçue par Bismarck, ont parfaitement exprimé le lien entre ces puissances et, malgré des intérêts divergents, leur volonté commune de maintenir

¹ L'auteur de ce texte prépare une monographie *Polska Odrodzona w oczach Zachodu 1918-1939* [La Pologne restaurée, vue par les Occidentaux 1918-1939], qui paraîtra en Pologne en 2011. L'essai qui suit est lié aux travaux sur ce livre, presque terminé.

le *statu quo*¹. Après la défaite de la France, symbolisée par Sedan en 1871, la question polonaise n'a plus joué de rôle aussi important, mais la Pologne était toujours considérée comme une force réelle².

Nous pourrions affirmer que l'Europe se portait relativement bien sans la Pologne. Pierre Renouvin, grand historien français, a qualifié le XIX^e siècle de « siècle de l'apogée de l'Europe » et c'est le titre que porte un des volumes de son *Histoire des relations internationales* éditée sous sa direction et concernant la période 1815-1870, c'est-à-dire depuis le Congrès de Vienne jusqu'à la bataille de Sedan³. Cependant les relations internationales au XIX^e siècle étaient beaucoup plus complexes, facteur de changement et facteur de conservation du *statu quo* apparaissant à tout moment dans ces relations. « La question polonaise » était alors un facteur de changement potentiel. Même les acteurs politiques ayant peu de sympathie pour la Pologne prenaient cet élément en compte.

La question polonaise a joué un rôle important dans les relations internationales, mais seulement jusqu'en 1870. À la fin du XIX^e siècle, seuls les partisans de l'idéalisme politique pensaient à la reconstruction de la Pologne sous la forme d'un État. Les tenants de la *Realpolitik* jugeaient cela impossible⁴. Dans la pensée politique des nations de l'Europe Occidentale, tout comme dans la pensée politique polonaise, perdurait un idéalisme politique dont les représentants manifestaient des opinions témoignant de la sympathie et d'un engagement sentimental en faveur de notre nation. Mais bien évidemment, l'historien doit accepter qu'en matière de politique internationale comptent des intérêts concrets ; or, c'est en fonction de ces intérêts que les nations de l'Europe Occidentale ou

¹ Dans l'historiographie polonaise ces questions ont été traitées par Henryk Wereszycki dans une monographie en trois volumes : *Sojusz trzech cesarzy. Geneza. 1866-1972* [L'Entente des Trois Empereurs. Genèse. 1866-1872], Warszawa, 1965 ; idem, *Walka o pokój europejski. 1872-1978* [La lutte pour la paix en Europe. 1872-1978], Warszawa, 1971 ; idem, *Koniec sojuszu trzech cesarzy* [La fin de l'Entente des trois Empereurs], Warszawa, 1977.

² H. Wereszycki, *Niewygasta przeszłość. Refleksje i polemiki* [Le passé toujours présent. Réflexions et polémiques], Kraków, 1987, p. 233.

³ P. Renouvin, *Histoire des relations internationales. Le XIX^e siècle, t. 6 : De 1871 à 1914. L'apogée de l'Europe*, Paris, 1956.

⁴ On en trouve la preuve dans l'enquête publiée dans le périodique *Krytyki* et menée par son rédacteur en chef Wilhelm Feldman auprès d'intellectuels et hommes politiques européens en 1899 : *Sprawa polska w opinii Europy. Ankieta międzynarodowa zebrana staraniem Redakcji „Krytyki”* [La question polonaise dans l'opinion européenne. Enquête internationale effectuée par la rédaction de la revue „Critique”], Kraków, 1900.

bien accédaient aux souhaits des Polonais, ou bien leur dictaient une politique opposée à leurs attentes.

Ayant disparu en tant qu'État, la Pologne avait perdu son rôle de barrière à l'est, qui était le minimum de ce à quoi elle pouvait aspirer et qui revenait souvent dans la pensée politique polonaise. La Russie, qui connaissait une période de modernisation, est devenue à la fin du XIX^e siècle un allié précieux pour la France. Grâce à cette alliance, la France pouvait envisager de s'opposer à l'Allemagne, et c'est à cause de cette alliance qu'en 1914 l'Allemagne a été obligée de combattre sur deux fronts et que le « miracle de la Marne » a été possible.

La Première Guerre mondiale a apporté à l'Europe de grands changements géopolitiques inattendus. Du point de vue de Londres et de Paris, c'était une révolution importante. Bien que Georges Clemenceau ait dit que la reconstruction de la Pologne exauçait les vœux de l'Europe dans la mesure où était ainsi racheté « le plus grand crime de l'histoire », autrement dit « le crime des partages », et que Winston Churchill ait qualifié la « résurrection de la Pologne » de conséquence la plus significative de la Grande Guerre¹, il faut néanmoins relever les considérations de lord Balfour, ministre des affaires étrangères britannique, qui fin 1916 continuait à penser que la création d'un État polonais compromettrait la stabilité de l'ordre international, puisque la Pologne ne pouvait jouer effectivement un rôle de barrière entre l'Allemagne et la Russie². « (...) on ne peut pas s'attendre à ce que les Britanniques sacrifient leurs vies pour les Polonais » constatait le premier ministre britannique lors d'une conversation avec le maréchal Haig en 1918³. Cela ne l'a pas empêché de préciser à la Conférence de la Paix que la Pologne devait son indépendance aux puissances alliées⁴. « Seulement cinq ans auparavant les Polonais étaient une nation conquise sans aucun espoir humain (*human prospect*) de retrouver leur liberté : et sûrement sans aucune chance de la retrouver par son propre effort...

¹ G. Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris 1929, p. 161 ; W. Churchill, *Step by step 1936-1939*, London, 1948, p. 296.

² C. J. Lowe, M. L. Dockrill, *The Mirage of Power. British Foreign Policy 1902-1922*, London, 1972, vol. 3, p. 568. Voir aussi W. Sukiennicki, *From Foreign Domination to National Independence : East-Central Europe during World War I, 1914-1918*, (Boulder/Co., 1988), vol. 1, p. 215-216 ; Janusz Pajewski, *Odbudowa państwa polskiego 1914-1918* [La reconstruction de l'État polonais 1914-1918], Warszawa, 1978.

³ D'après D. B. Horn, *British Public Opinion and the First Partition of Poland*, London, 1945, p. 1.

⁴ Norman Davies, *Lloyd George i Polska/Lloyd George and Poland 1919-1920*, Gdańsk, 2000.

Les Polonais ont reçu leur liberté uniquement parce qu'un million et demi de Français, un million d'Anglais, un demi million d'Italiens et je ne me rappelle plus combien d'Américains ont perdu leur vie. La Pologne n'a pas retrouvé sa souveraineté par son propre effort, mais grâce au sang des autres, et non seulement elle n'en éprouve aucune gratitude, mais elle souligne qu'elle a perdu foi en ceux qui ont réussi à retrouver pour elle sa liberté »¹. Ces observations se heurtaient à la fierté nationale polonaise et ont créé aux yeux de la génération des Polonais de cette époque une image négative de l'Angleterre, considérée comme une puissance favorable aux ennemis de la Pologne, et avant tout à l'Allemagne.

La guerre polono-soviétique a été d'une grande importance pour l'Europe². Nous n'avons pas à accepter sans aucun esprit critique qu'il s'agissait, comme l'a dit Lord D'Abernon, diplomate britannique, ambassadeur à Berlin et témoin de l'histoire, de la « 18^e bataille décisive du monde »³. Il est toutefois incontestable qu'en cas de défaite de l'armée polonaise lors de la confrontation avec l'armée soviétique le système du traité de Versailles se serait effondré. Cette partie du continent aurait été sans doute victime de l'expansion soviétique. Mais l'armée soviétique a été arrêtée aux bords de la Vistule. L'importance de la victoire polonaise échappe à l'attention des historiens et n'a été que rarement relevée en Europe Occidentale. Ils ont pris l'habitude de percevoir le conflit polono-soviétique comme l'affrontement de deux États à la périphérie de l'Europe.

Les hommes politiques européens de l'entre-deux-guerres considéraient avec scepticisme l'avenir de la Pologne reconstruite. John Magnard Keynes⁴ avait des doutes sur la possibilité pour l'État polonais de rester autonome. Jacques Bainville, éminent représentant de la pensée politique de la droite française, ne donnait pas de grandes chances à la Pologne et disait qu'elle ne remplacerait jamais la Russie en tant qu'allié oriental de la France victorieuse⁵. « La barrière que veut élever

¹ D. Lloyd George, *The Truth About the Peace Treaties*, London, 1938, vol. II, p. 997.

² Voir l'étude de Norman Davies, *White Eagle, Red Star, the Polish-Soviet War 1919-1920 and the "Miracle on the Vistula"*, foreword A. J. P. Taylor, London, 2003 (ed. 1 - 1973).

³ Edgar D'Abernon, *The Eighteenth Decisive Battle of the World*, Warsaw, 1920, London, 1931.

⁴ J. M. Keynes, *Economic Consequences of the Peace*, London, 1919.

⁵ J. Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, Paris, 1920.

la Pologne est une absurdité et ne durera pas (...) » – écrivait un homme politique italien de gauche, Francesco Nitti¹.

Un des chapitres des mémoires de Lloyd George, *The Truth About Peace Treaties*, consacré à la « nouvelle Europe » a été intitulé *L'anarchie en Europe Centrale*². Effectivement, après la Première Guerre mondiale, sur les ruines du système de coopération et de coexistence des trois puissances impériales régnait l'anarchie. Aux yeux de Lloyd George « aucun autre État ne posait de problèmes plus graves que la Pologne. La Pologne était jadis la plus grande puissance militaire en Europe centrale – la Prusse était alors un duché très faible – et il y avait alors peu de provinces, très étendues, que la Pologne ne pouvait revendiquer en tant que territoires dont elle avait été spoliée. Ivre d'un vin jeune de liberté fourni par les Alliés, elle s'imaginait de nouveau maîtresse des destinées de l'Europe centrale »³. « Le principe de l'autodétermination ne lui plaisait pas »⁴. L'homme politique britannique se plaignait que la Pologne ait eu de grands succès dans sa politique du fait accompli. Il estimait que cela avait pu être réalisé seulement parce que cela correspondait aux intérêts de la France et que pour cette raison cette politique n'avait pas rencontré de résistance effective de la part des chefs de la Conférence de Paix. Deuxièmement, la question polonaise a reçu un appui de la part de la délégation américaine et du président Thomas Woodrow Wilson.

La Pologne des années vingt du XX^e siècle a noué une alliance avec la France victorieuse ce qui a été la pierre angulaire de la politique polonaise⁵. La Pologne n'était pas un allié de premier rang, car elle ne pouvait pas l'être. Elle est devenue « un allié de remplacement » au lieu de la Russie dominée et gouvernée par les bolchéviques⁶. Elle apparaissait comme un des « jeunes États » aux périphéries de l'Europe reconstruite. Les décisions de la conférence de Locarno en octobre 1925 qui ont créé le « système de Locarno » ont situé la Pologne dans la « deuxième Europe » dans la zone grise de la

¹ F. Nitti, *L'Europe sans paix*, Paris, 1923, p. 335.

² D. Lloyd George, *The Truth About the Peace Treaties*, London, 1938, vol. 1, p. 306.

³ Ibidem, p. 308-309.

⁴ Ibidem, p. 308.

⁵ Voir A. M. Cienciala, T. Komarnicki, *From Versailles to Locarno. Keys to Polish Foreign Policy 1919-1925*, University Press of Kansas, 1984.

⁶ Voir P. S. Wandycz, *France and her Eastern Allies 1918-1925. French-Czechoslovak-Polish Relations from Paris Peace Conference to Locarno*, Minneapolis, 1962.

sécurité européenne. Ce partage de l'Europe en deux recouvrait la dichotomie civilisationnelle qui opposait *l'Europe industrielle* et *l'Europe agricole*¹.

Aristide Briand, l'architecte en chef du système de Locarno, donnait aux Polonais de nombreuses assurances de sa bonne volonté. Il disait que « les accords de Locarno avaient été négociés, à tout moment, en accord complet, étroit avec nos amis polonais ». Selon lui « une situation spéciale avait été créée à la frontière française, situation qui n'a pas été étendue malheureusement à la frontière polonaise »². Mais en réalité la Pologne ne tirait aucun profit du système de Locarno bien que le ministre des affaires étrangères de l'époque, Aleksander Skrzyński semblât y croire³. Le conflit polono-germanique de l'époque paraissait un obstacle redoutable à la paix en Europe. La politique de Locarno était un grand défi pour le maréchal Piłsudski et son ministre des affaires étrangères, August Zaleski⁴. La diplomatie polonaise tentait d'obtenir une détente dans les relations avec l'Allemagne, mais cela s'est avéré impossible. Le conflit entre ces deux nations était perçu comme insurmontable.

De nombreux hommes politiques européens se prononçaient pour la disparition du « corridor polonais », ce qui signifiait que la Pologne serait dépourvue d'accès territorial à la mer Baltique. Aucun gouvernement polonais ne pouvait y consentir. Le traité de Locarno a fait naître l'espoir illusoire que l'instauration de la paix en Europe orientale serait possible grâce à la cession territoriale de la Poméranie polonaise, de la Haute Silésie et au retour de la ville libre de Dantzig au Reich allemand.

Dans les années trente se sont produits deux phénomènes que l'on n'aurait pas pu prendre en compte dans les années vingt : la désintégration étonnamment violente de la Ligue des Nations et une déstabilisation accélérée des relations internationales. Les prédictions du maréchal Foch et de Churchill qui disaient que le

¹ Voir François Delaissi, *Les deux Europes. Europe industrielle et Europe agricole*, Paris, 1929.

² *Débats parlementaires. Sénat*, Séance du 20 décembre 1929 [Paris 1929], p. 1311-1312.

³ Voir Piotr Wandycz, *Aleksander Skrzyński – minister spraw zagranicznych II Rzeczypospolitej* [Alexandre Skrzyński, ministre des affaires étrangères de la II^e République], Warszawa, 2006.

⁴ Voir G.-H. Soutou, « L'alliance franco-polonaise (1925-1933) ou comment s'en débarrasser ? », *Revue d'Histoire Diplomatique* 1981, n° 2-3-4, p. 295-348 et aussi P. Wandycz, « La Pologne face à la politique locarnienne de Briand », *Revue d'Histoire Diplomatique* 1981 », n° 2-3-4, p. 237-263.

Traité de Versailles, ce n'était pas vraiment la paix mais plutôt « un armistice pour vingt ans » se réalisaient. Les craintes concernant la sécurité touchaient notamment la Pologne qui était particulièrement exposée à l'agression de ses voisins en raison de sa situation géopolitique. Dans l'opinion de Joseph Beck, le ministre des affaires étrangères polonais il fallait faire tout pour que les intérêts de la Pologne ne fassent pas l'objet de décisions unilatérales de la part des grandes puissances. Or, c'est justement ce qui a eu lieu avec le Pacte des Quatre signé en 1933 et jamais ratifié, mais suffisamment important en tant que concept politique pour ébranler la confiance des Polonais en la France.

À Varsovie, ce pacte a été perçu comme une tentative de construction d'un nouvel ordre international, dans lequel « les États secondaires voyaient l'embryon d'une action des grandes puissances visant à décider sans eux de questions qu'ils considéraient comme vitales »¹. À partir de ce moment-là, les relations franco-polonaises ont évolué négativement, passant de « l'amitié romantique à la méfiance réciproque »².

La Pologne qui vivait une situation très difficile due à deux traités bilatéraux de non-agression avec la Russie Soviétique (1932) et avec l'Allemagne (1934) a créé une nouvelle situation en Europe³. L'importance de l'État polonais dans les relations internationales a sans doute grandi. C'est ainsi qu'a été mise en place une « politique d'équilibre », c'est-à-dire de neutralité entre l'Allemagne et l'URSS. Les Polonais essayaient ainsi d'obtenir par eux-mêmes une position plus importante en Europe. Après cinq ans de succès relatifs, cette politique s'est effondrée et la Pologne a été victime de l'alliance conclue entre l'Allemagne et l'URSS avec d'une part le pacte Ribbentrop-Molotov et d'autre part le protocole secret sur le partage des « zones d'influence » en Europe centrale et orientale. Dans la conscience collective polonaise, cette possibilité avait été annoncée par l'accord de Rapallo (1922), mais la possibilité qu'Hitler et Staline puissent aboutir à un compromis et partager l'Europe centrale et

¹ Note de conversation entre Beck et l'ambassadeur Laroche du 6 mars 1933, Archives du ministère des Affaires étrangères [AMAE], série : Europe 1918-1940, Pologne, vol. 374.

² Pierre Le Goyet, *France – Pologne 1919-1939. De l'amitié romantique à la méfiance réciproque*, Paris, 1990.

³ Voir M. Zacharias, *Polska wobec zmian w układzie sił politycznych w Europie w latach 1932-1936* [La Pologne face au bouleversement du système des forces politiques en Europe de 1932 à 1936], Wrocław, 1981.

orientale en « zones d'influence » dépassait la capacité d'imagination des hommes politiques polonais.

La déclaration polono-germanique de non-agression du 26 janvier 1934 ne signifiait pas la confirmation de la frontière entre le Reich allemand et la Pologne. Elle était donc – comme l'a dit l'historien polonais Marian Wojciechowski – « un armistice » et stabilisait seulement de manière sommaire les relations entre les deux pays¹. Cependant sans la conclusion de cet accord, la situation internationale de la Pologne en 1933 aurait été catastrophique². Tout montre qu'en période d'apaisement et d'offensive diplomatique de l'Allemagne, la Pologne est devenue la première victime d'un marché international. Du point de vue historique, il faut avouer, contrairement aux évaluations *ex post*, unanimement critiques et très nombreuses dans l'historiographie, qu'il n'y avait aucune alternative réelle à la politique d'équilibre.

Tout d'abord la conjoncture internationale après 1934 était favorable à la Pologne. La normalisation des relations avec l'Allemagne a donc ouvert de nouvelles possibilités à la diplomatie polonaise. « La période du clientélisme est terminée pour toujours » disait avec conviction le conseiller de l'ambassade de Pologne à Paris, Anatol Mühlstein. Et l'ambassadeur de Pologne à Londres, Edward Raczyński, écrivait : « Pendant que notre politique se cristallisait dans le sens du maintien d'un équilibre entre l'Est et l'Ouest avec le souci de rapprochement polono-britannique, les rapports des cercles politiques anglais envers la Pologne s'amélioraient »³.

La nouvelle politique étrangère était œuvre de Piłsudski. Le renseignement français l'évaluait de la manière suivante : « Toute la politique extérieure de la Pologne est dirigée actuellement par le maréchal Piłsudski en personne. Il a laissé à ses colonels pleine liberté de diriger la politique intérieure, économique et financière. Il

¹ M. Wojciechowski, *Stosunki polsko-niemieckie 1933-1938* [Les relations polono-allemandes 1933-1938], Poznań, 1980, p. 105-106.

² Voir Zygmunt J. Gašiorowski, « The German-Polish Non-Aggression Pact of 1934 », *Journal of Central European Affairs*, April 1955, vol. XV, n° 1, p. 3-29 ; A. M. Cieniala, « The Significance of the Declaration of Non-Aggression of January 26, 1934, in Polish-German and International Relations : A Reappraisal », *East European Quarterly*, vol., March 1967, p. 1-30.

³ Voir « Ambasador Edward Raczyński i jego ocena „polityki równowagi” » [L'ambassadeur Edward Raczyński et son jugement sur « la politique de l'équilibre »], M. Kornat, *Zeszyty Historyczne* (Paryż) [Cahiers historiques (Paris)], n° 135, 2001, p. 86-113.

ne s'intéresse même plus à tout ce qui se passe à l'intérieur du pays. Mais il a gardé jalousement pour lui-même le domaine extérieur et le domaine militaire. Il consulte cependant son chef d'état-major et le haut commandement en ce qui concerne les affaires militaires. Mais, en politique extérieure, il ne consulte personne. Le ministre des Affaires étrangères ne fait qu'exécuter les ordres qu'il reçoit du maréchal. Parfois le Ministre lui-même ne connaît pas les intentions de Piłsudski ; celui-ci ne les communique à M. Beck qu'après avoir pris une décision. Et comme le maréchal est très autoritaire, il ne revient jamais sur ses décisions ; il ne reste au ministre qu'à s'incliner et à les exécuter »¹.

Malheureusement notre « politique d'équilibre » était appréciée en général en Europe de manière très critique. Jules Laroche, l'ambassadeur de France à Varsovie, dans ses rapports au ministère des Affaires étrangères à Paris a appelé cette politique « une politique de *sacro egoismo* » (en version polonaise). L'ambassadeur estimait que le comportement de Piłsudski était marqué par son passé, car il « combattait aux côtés de nos ennemis ». Les hommes qui ont combattu contre la Russie sont de l'autre côté de la barricade, ne sont pas germanophiles, mais ils n'ont pas de sympathie pour nous non plus ». « Piłsudski pratique une politique étrangère profondément égoïste, empreinte d'orgueil national. Il est probable qu'il admire l'Allemagne. Il a pour nous une estime mitigée d'incompréhension. Il n'est gouverné à notre égard que par des sentiments purement pratiques. Le taxer de francophobie est tout aussi excessif que de lui imputer de la germanophilie. Il ne se gouverne que par ce qu'il croit être son intérêt »². S'attendre à la gratitude de sa part serait aussi peu sage que si les Français attendaient de la gratitude de la part des Italiens pour l'année 1859. « L'Autriche étonnera le monde par son ingratitude » : c'est par cette citation du chancelier autrichien Metternich que Laroche terminait ses considérations et ajoutait que cette devise « a fait école »³. Aux yeux des Français, le ministre Beck n'avait pas de sentiments profrançais et cela donnait une occasion favorable à une offensive réussie de la diplomatie hitlérienne. Avec le rapprochement polono-germanique les accusations portées contre la

¹ Rapport du 10 janvier 1934 : « Politique extérieure de la Pologne », Service Historique de l'Armée de Terre/ Paris – Vincennes, 7N 3024.

² Rapport du 21 mars 1934, AMAE, Europe 1918-1940, Pologne, vol. 374.

³ Ibidem.

Pologne se multipliaient¹. Ces accusations étaient renforcées par des rumeurs selon lesquelles Piłsudski et Hitler auraient prétendument conclu un accord politique secret complétant la déclaration polono-germanique de non-agression. Bien évidemment ces accusations étaient dépourvues de tout fondement.

Le souci du prestige international de la Pologne, bien qu'en général fondé, cachait parfois à Beck les choses plus importantes. Il voulait à tout prix élever l'importance et le poids de son pays. Il ne prêtait aucune attention à la « légende noire » de sa personne à l'étranger, ce qui limitait son efficacité d'homme politique.

Jean-Baptiste Duroselle, éminent historien français, trouvait qu'en concluant un accord séparé avec l'Allemagne d'Hitler la Pologne avait donné un mauvais exemple. Par ce geste, la Pologne a montré qu'elle mettait ses propres intérêts avant tout et ne prenait guère en compte les autres facteurs et valeurs de la politique européenne. « En somme la Pologne est le premier pays qui se livre au petit jeu consistant à signer un traité avec l'adversaire potentiel, dont la mauvaise foi éclate pourtant, sous prétexte de détourner la foudre. Entre la déclaration germano-polonaise du 26 janvier 1934 et le Pacte germano-soviétique du 23 août 1939, que d'autres pays vont ainsi mener la politique d'égoïsme peureux, finalement inefficace ! Et nous n'en excluons pas la France »².

D'après Duroselle, les autres États ont suivi la Pologne. C'est ainsi que s'est fait le détour dans la politique européenne. Il consistait à détruire ce minimum de confiance réciproque nécessaire pour faire perdurer la paix. Un autre historien français, Maxime Mourin, qui écrivait sur la diplomatie de l'entre-deux-guerres, a prouvé que le nationalisme polonais était la cause de la politique égoïste de Piłsudski et Beck. « C'était là une nouvelle expression d'un orgueil nationaliste, d'un complexe de grande puissance que la situation économique ne justifiait nullement, et qui caractérisait l'étrange politique du colonel Beck. Celui-ci semblait, avec une funeste méconnaissance des réalités, nourrir l'illusion que la Pologne pourrait rester, en toute indépendance et sans rien renier de ses prétentions, à l'écart des

¹ Voir Maria Pasztor, *Polska w oczach francuskich kół rządowych w latach 1924-1939* [La Pologne vue par les milieux dirigeants français de 1924 à 1939], Warszawa, 1999.

² J.-B. Duroselle, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, 1979, p. 101-102.

compétitions germano-russes. Résolue à n'entrer à aucun prix dans l'orbite soviétique, par russophobie et par crainte d'un communisme générateur de réformes agraires, le colonel Beck n'était pas loin de croire que le régime hitlérien était, en ce qui concerne les intérêts de la Pologne, le plus satisfaisant que l'Allemagne pût avoir, parce que le moins apte à s'entendre avec l'Union soviétique sur le dos de la Pologne. De plus, bien que la coalition de Front populaire en France fût pratiquement dissociée, le colonel Beck continuait à considérer que la France, en raison de l'importance et du rôle de son parti communiste, se trouvait en fait inféodée à Moscou. Que restait-il de l'alliance franco-polonaise ? »¹.

Voilà un des points de vue – français – sur la question polonaise dans les années trente. Mais on peut aussi voir les choses d'un autre point de vue, car l'Europe était alors la cible d'une offensive des puissances totalitaires. Le système des alliances orientales de la France s'est décomposé. « La France ne pouvait ni rompre le système de [ses alliés] en faveur d'une entente avec les grandes puissances (...) ni faire revivre ce système. C'était un cercle vicieux »². La Pologne de Piłsudski et de Beck pensait être abandonnée à elle-même. Le rapprochement avec l'Allemagne dans les années 1938-1939 ne signifiait pas la subordination au Troisième Reich. La Pologne n'initiait pas les changements territoriaux en Europe centrale et orientale. Pourtant à Paris, à Londres et dans les autres capitales de l'Europe occidentale, elle était perçue comme « un État révisionniste », cherchant à changer le *statu quo*.

Selon l'historienne polonaise Anna M. Cienciala, auteur d'une monographie magistrale : *Poland and the Western Powers 1938-1939* (1968), « la politique de Beck est au centre des controverses en historiographie occidentale. Le fantôme de Joseph Beck, ministre polonais des affaires étrangères de décembre 1932 à septembre 1939, hante les pages des ouvrages historiques et des études universitaires sur l'entre-deux-guerres. C'est généralement un fantôme ayant l'air sournois ou même louche. On lui impute une politique pro-allemande dans les années 1934-1938, surtout pendant la crise tchécoslovaque de 1938, mais on remarque aussi son acceptation de

¹ M. Mourin, *Les relations franco-soviétiques 1917-1967*, Paris, 1967, p. 236.

² P. Wandycz, *The Twilight of French Eastern Alliances 1926-1936. French-Czechoslovak-Polish Relations from Locarno to the Remilitarization of the Rhineland*, Princeton, 1988, p. 299.

la garantie britannique du 31 mars 1939. On le critique d'une part d'avoir mené une politique antisoviétique et empêché l'alliance de la France et la Grande Bretagne avec l'URSS en 1939. D'autre part, on le condamne pour avoir raté la chance d'achever un compromis avec Hitler sur les questions de Dantzig et du couloir polonais. Quant aux ouvrages historiques sur la politique internationale de l'époque publiés à l'Ouest, leurs auteurs ne maîtrisant généralement pas la langue polonaise, ignorent donc la documentation et la littérature historique polonaise. C'est pourquoi, bien souvent, ils ne comprennent pas la mentalité des hommes d'État de la Pologne indépendante, et surtout leur façon d'envisager les moyens pour assurer sa sécurité »¹.

L'action de la Pologne contre la Tchécoslovaquie en forme d'ultimatum le 30 septembre 1938 lui a valu de nouvelles accusations. On avait facilement oublié – et l'on l'oublie aussi facilement aujourd'hui – qu'il s'agissait d'une réaction aux décisions de la Conférence de Munich. On a aussi facilement oublié que la Pologne n'était pas l'initiatrice des mouvements ayant pour but de partager la Tchécoslovaquie, mais posait des exigences limitées dans le cadre d'une solution générale dont on parlait à voix haute dans les cabinets politiques de l'Europe en 1938. Elles n'ont pas été satisfaites. Quoi qu'il en soit, la Pologne n'envisageait pas la possibilité de se trouver aux côtés d'Hitler, si une guerre éclatait en Europe.

En 1939, la Pologne est redevenue un acteur important de la politique internationale. L'intérêt pour la question polonaise – tout comme auparavant dans l'histoire – a grandi au moment où un changement important a eu lieu dans le système international des forces et que l'avenir de l'équilibre européen est devenu incertain². Contrairement aux prévisions de nombreux observateurs des relations internationales le gouvernement polonais n'a pas choisi l'alliance avec l'Allemagne, mais a catégoriquement rejeté les revendications du Troisième Reich formulées pour la première fois le 24 octobre 1938 et répétées encore plusieurs fois après. Cette décision a eu

¹ A. M. Cienciala, « La politique étrangère de la Pologne dans la période de l'apaisement et des révisions des traités. Les vues et la politique du maréchal Piłsudski et du colonel Beck », in : *La Pologne et l'Europe du partage à l'élargissement (XVIII^e – XXI^e siècles)*, dir. I. Davion, J. Kłoczowski, G.-H. Soutou, Paris, 2007, p. 119.

² Voir le livre de William Murray, *The Change in the European Balance of Power, 1938-1939. The Path to Ruin*, Princeton, New Jersey, 1984.

de l'importance non seulement pour la Pologne, mais aussi pour l'Europe. Elle a mis fin à l'expansion pacifique de l'Allemagne. Elle a été prise de manière autonome à Varsovie.

Si, au tournant de 1938 et 1939, la Pologne avait capitulé face à l'Allemagne, l'objectif d'Hitler, à savoir la conquête de l'Europe, aurait été atteint beaucoup plus facilement. Toute l'Europe centrale et orientale se serait trouvée sous son empire. Les puissances occidentales n'étaient pas préparées à la guerre. La décision polonaise de rejeter les revendications allemandes a sans doute été le premier pas vers une coalition antihitlérienne. Grâce à cette décision, les puissances occidentales ont gagné une année pour compléter leur armement. C'est surtout pour la Grande-Bretagne que ce temps a été particulièrement précieux.

À l'approche de la guerre, la politique de l'URSS avait une importance décisive pour la Pologne et pour l'Europe. Le but de Staline n'était pas de préserver l'Europe du cataclysme de la guerre, mais d'en hâter le début. Rejetée par les Polonais, l'exigence soviétique de laisser traverser le territoire polonais par l'Armée Rouge est devenue un prétexte très bien choisi pour accuser le gouvernement polonais d'avoir déjoué les pourparlers des alliés à Moscou. Aujourd'hui encore, l'historiographie occidentale évoque « la légende noire » de la diplomatie de Beck. Il arrive même qu'on le charge de la responsabilité de la signature de l'accord Ribbentrop-Molotov¹.

En 1939, la politique étrangère de l'URSS était soumise entièrement au rapprochement et à la délimitation des intérêts stratégiques avec le Reich, bien qu'à première vue, il semblât que Staline ait jusqu'au bout (c'est-à-dire jusqu'aux derniers jours du mois d'août) envisagé parallèlement les deux termes de l'alternative : alliance avec l'Occident ou « compromis » avec le Troisième Reich. La détérioration des relations entre la Pologne et l'Allemagne à partir de mars 1939 profitait à la politique de l'URSS. Staline tenait beaucoup à ce que la Pologne de son côté ne cédât pas sous la pression du Reich, d'autant plus que les garanties britanniques favorisèrent de manière décisive le jeu de la Russie Soviétique.

¹ « Colonel Beck was himself responsible for the conclusion of the Nazi-Soviet Pact, which was signed before the end of August. But perhaps Polish opinion had allowed him no other course of action » – écrivait Philip Longworth, *The Making of Eastern Europe*, London, 1992, p. 88.

Lorsqu'on connaît la réalité géopolitique de l'Europe 1939, on ne peut pas vraiment imaginer que les chefs de la diplomatie des pays de l'Europe centrale auraient pu préserver leur indépendance ou du moins modifier le scénario de Moscou et Berlin, s'ils avaient eu connaissance du contenu de l'accord Ribbentrop-Molotov. On sait que la marge de manœuvre de l'équipe de Beck et plus encore celle de ses homologues baltes, était réduite à zéro. Il en fut déjà ainsi, avec l'entrée en vigueur de l'accord de Munich. Waclaw Grzybowski, l'ambassadeur de Pologne à Moscou, a bien pris la mesure de ce problème, constatant ouvertement lors de son entretien avec Szembek que prenait fin pour les plus petits pays d'Europe, privés du potentiel et du champ de manœuvre dont disposaient les puissances, la relative conjoncture relativement favorable à leur d'indépendance¹.

Avec le recul des soixante dernières années, il est plus facile de comprendre pourquoi les hommes politiques des pays de l'Europe centrale et orientale ne se sentaient pas menacés par l'accord de l'Allemagne hitlérienne avec la Russie stalinienne². L'impact des garanties données à la Pologne par les puissances occidentales a eu une importance décisive dans les prévisions de scénario pour les jours à venir, notamment chez les hommes politiques à Varsovie. Il est incontestable que les dirigeants polonais pensaient qu'il était impossible que Staline risquât un conflit avec les puissances occidentales, en raison de l'opposition de la Pologne aux Allemands ou suite à l'annexion des républiques baltes³. C'est seulement à partir de la période de la « drôle de guerre » que l'Union Soviétique a eu réellement toutes les chances de procéder au partage de la Pologne et des pays baltes, sans être obligé d'entrer en guerre avec l'Allemagne⁴. Il serait impossible de contester cette interdépendance. Le scénario des événements a surpris aussi bien le colonel Beck et les dirigeants

¹ *Diariusz i teki Jana Szembeka (1935-1945)* [Journal et dossiers de Jan Szembek (1935-1945)], éd. J. Zarański, London, 1972, vol. 4, p. 554.

² Voir M. KorŃat, « Choosing Not to Choose in 1939 : Poland's Assessment of the Nazi-Soviet Pact », *The International History Review*, (Burnaby/British Columbia), Vol. XXXI, n° 4, December 2009, p. 771-797.

³ L'opinion de l'ambassadeur polonais à Berlin Józef Lipski, le 24 août 1939, document dans Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Bonn, Dienststelle Ribbentrop, Vertrauliche Berichte, Bd. 2, 1/2, Teil 2, 1939, p. 29603.

⁴ Voir F. Bédarida, *La stratégie secrète de la « drôle de guerre ». Le Conseil Suprême Interallié, septembre 1939 – avril 1940*, Paris, 1979. Sur les relations polono-françaises en cette période la conférence d'Y. Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la « drôle de guerre »*, Paris, 1989. Voir aussi J. B. Duroselle, *L'abîme 1939-1944. Politique étrangère de la France*, Paris, 1986, p. 37-40 et aussi H. Batowski, « Les relations franco-polonaises pendant la 'drôle de guerre' », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 165, Paris 1992, p. 33-41.

polonais. De leur part, il était tout à fait justifié de s'attendre à ce que les puissances occidentales mettent à exécution, par leurs forces armées, les engagements pris au printemps envers la Pologne ; et cela non pas au nom de principes moraux – toujours factices, en politique – mais au nom de leurs propres intérêts bien compris. Or, les choses se sont déroulées autrement, ce qui eut un effet majeur sur le cours et l'efficacité de la politique d'expansion de l'URSS à l'automne 1939.

Il est incontestable que la situation internationale de la Pologne au tournant de 1938 et 1939 était en grande partie fonction des relations germano-soviétiques. Mais cela ne signifie pas que la question polonaise ne jouait pas un rôle important dans les relations internationales. Face aux nouveaux événements, le gouvernement polonais prenait ses positions de façon autonome et décidait de manière souveraine sur la position à adopter face aux questions diverses de la vie internationale.

*

La question posée dans cette étude concerne le problème de la place de l'État polonais reconstruit après la Première Guerre mondiale dans les relations internationales de la période de l'entre-deux-guerres. On revient donc ainsi à la question posée de multiples fois de savoir ce qu'était la Pologne indépendante pour l'Europe et pour le monde et si l'Europe devait quelque chose à la Pologne ou bien si c'est la Pologne qui était uniquement le bénéficiaire et débiteur des puissances occidentales victorieuses.

Certainement les opinions des Occidentaux sur la Pologne oscillaient entre deux extrémités. D'un côté, l'État polonais était un élément important de la stabilisation de l'ordre européen et de l'équilibre des forces ; d'un autre côté, il était « source de soucis » et de complications. Cela était dû au fait que l'État polonais avait une autre fonction dans les premières années qui ont suivi la Première Guerre mondiale en tant qu'un des éléments du système français des alliances orientales et une autre fonction à l'époque de Locarno quand la discorde sur la frontière germano-polonaise semblait être un obstacle à la pacification effective et à l'instauration de la paix en Europe. Ce rôle a encore changé dans les années trente quand Józef Piłsudski et

Józef Beck ont introduit tous les deux l'idée de « l'équilibre » entre l'Allemagne et la Russie soviétique et que le gouvernement polonais s'est fait accuser de collaboration avec les Allemands et de blocage de la sécurité collective en Europe centrale et orientale. Piłsudski et Beck croyaient à l'efficacité du « bilatéralisme » dans les relations internationales ce qui était perçu à Paris comme un anachronisme nuisible¹. C'est surtout la participation de la diplomatie polonaise dans la destruction de la conception du Pacte de l'Est qui était très mal perçue dans les États démocratiques en Europe qui n'essayaient pas de comprendre les raisons importantes de l'aversion de la Pologne à construire sa sécurité sur les garanties émises par la Russie soviétique. La société polonaise ne se rendait pas compte du fait que l'État polonais avait un potentiel militaire limité et pensaient que la Pologne pouvait jouer un rôle important de manière efficace dans les relations internationales, surtout en Europe centrale et orientale.

Dans la réalité géopolitique des années 1918-1939, la Pologne pouvait théoriquement choisir de jouer le rôle de « pont » entre l'Est et l'Ouest ou bien celui d'une « barrière » entre l'Allemagne et la Russie. On a choisi la seconde solution, mais sans succès. Par ailleurs le choix de la première n'était pas possible. La Russie soviétique n'avait pas besoin d'intermédiaires pour arriver à un compromis avec les Allemands, ni en 1922 ni en 1926 ni encore en 1939. Un publiciste et historien français, directeur de l'Institut d'Études Slaves à Paris, a très bien exprimé le sens de la situation de la Pologne à l'époque : « Ça a été un malheur pour la Pologne de renaître à la fois trop faible pour être une puissance, et assez forte pour aspirer à être plus qu'un État moyen »². Cet état intermédiaire entre deux rôles auxquels la Pologne était condamnée a fait que la politique étrangère de la Pologne était comme l'a dit le ministre Beck, « impossiblement difficile ».

Beaucoup partagent l'opinion d'Édouard Bénès qui a écrit pendant la Deuxième Guerre mondiale dans les *Foreign Affairs* que la raison principale de l'inefficacité du Traité de Versailles était l'absence de

¹ M. Kornat, « The Policy of Equilibrium and Polish Bilateralism, 1934-1939 », in : *Reflections on Polish Foreign Policy. Proceedings from Conference sponsored by the East Central European Center Columbia University and Józef Piłsudski Institute for Research in the Modern History of Poland*, 17 November 2005, éd. P. Wandycz, J. Micgiel, New York, 2007, p. 47-88.

² L. Eisenmann, « La Question de Teschen », *La Vie des Peuples*, n° 1, 1920, p. 837.

participation de la Russie à la construction de celui-ci¹. Dans cette situation, la politique étrangère polonaise, qui avait pour but de maintenir la Russie soviétique non dans l'isolement (car cela était impossible), mais en dehors du système des garanties de la paix en Europe, était perçue comme peu constructive du point de vue de l'équilibre des forces.

Dans la période de paix incertaine en Europe de l'entre-deux-guerres, la Pologne en tant que facteur de « l'équilibre politique » n'a eu qu'une faible importance. Mais en 1939, elle a de nouveau pris conscience de son importance, quand le système de Versailles a commencé à se désintégrer et que la protestation sans équivoque contre les exigences allemandes a participé à la création de la coalition antihitlérienne. Alors que s'approchait concrètement la Deuxième Guerre mondiale, la Pologne a réussi à échapper à l'isolement et à une guerre individuelle avec l'Allemagne. Cependant la Pologne n'a pas été victime de la politique de l'apaisement. Par la force de son alliance avec la France (1921), renouvelée en 1939, et avec la Grande Bretagne signée six jours avant le début de la guerre, la Pologne a été explicitement liée au destin de l'Europe. La Pologne a choisi une autre voie que la plupart des États de l'Europe centrale et orientale qui sont devenus des alliés du Troisième Reich.

Il serait banal de remarquer que les relations des autres États avec la Pologne reposaient sur des motifs utilitaires dont le plus important était celui des exigences de la politique courante. On en trouve la confirmation dans les paroles du président des États-Unis, Franklin Delano Roosevelt. Au moment de la signature de la Charte Atlantique au mois d'août 1941, dans une lettre au président de la République Polonaise en exil, Władysław Raczkiewicz, Roosevelt parlait de la Pologne comme étant « l'inspiration du monde ». Mais lors de la conférence de Yalta en février 1945, ce même président a prononcé une phrase connue : « Depuis cinq cents ans avec la Pologne, il n'y a que des problèmes »². « La perception de la Pologne oscillait entre les deux pôles » a constaté froidement l'éminent historien polonais, Piotr Wandycz. « La Pologne était une fois inspiration, une autre fois source de problèmes ». Il ajouta encore que cela « concernait

¹ E. Beneš, « The Organization of Postwar Europe », *Foreign Affairs*, vol. 20, 1941-1942, p. 229.

² D'après P. Wandycz, « Polska – natchnienie czy źródło kłopotów ? » [La Pologne : inspiration ou source de difficultés ?], in : Idem, *Z dziejów dyplomacji* [Histoire de la diplomatie], Londres, 1988, p. 22.

bien évidemment ces moments relativement rares quand l'Ouest était obligé de concentrer son attention sur les Polonais »¹.

Il n'y aura pas de conclusion unanime à ces considérations. Tout simplement parce qu'il n'y a pas de réponse unanime à la question de savoir si la Pologne restaurée (1918-1939) a été facteur d'équilibre ou plutôt source d'inquiétude en Europe. Chaque réponse à cette question dépend des conditions différentes et des convictions de celui qui prend la parole. « Chaque génération réécrit l'histoire de sa nation » disait Johann Wolfgang von Goethe. On peut donc dire qu'en continuant à relire l'histoire compliquée des relations internationales au XX^e siècle on réécrit aussi l'histoire de l'Europe. La perception de la Pologne dans l'histoire est le résultat de nombreuses conditions, non seulement de la connaissance des événements mais aussi des différentes convictions humaines concernant les principes qui gouvernent les relations internationales.

¹ Ibidem, p. 32.